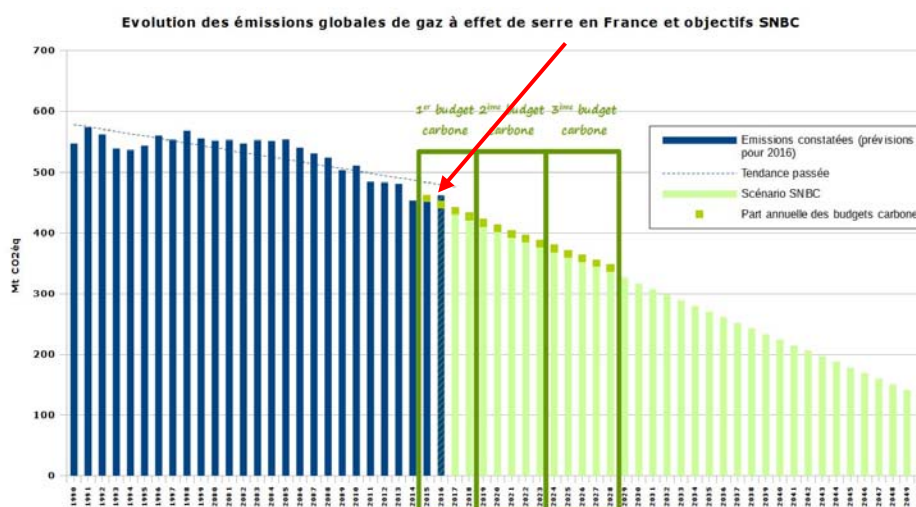


Paradoxe français : défense du climat, contre-performances et grand gaspillage (10 mai 2018)

Au début de l'année le Ministère de la transition écologique et solidaire a publié un document *Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) Suivi des recommandations transversales en 4 chapitres* (1). Ce texte très riche et très intéressant, bien qu'incomplet pour ce qui concerne les données 2017, n'a guère intéressé que quelques spécialistes mais la presse n'y a pas fait attention. On trouve portant dans ce dossier une foule de renseignements sur les actions entreprises pour la transition et la protection du climat, la mobilisation des investissements publics, le soutien croissant au développement des énergies renouvelables, etc. Les auteurs notent que les *politiques en place se rapprochent des recommandations mais ne permettent pas encore d'engager la transition au rythme attendu : en particulier pour ce qui est des transports et des bâtiments, des renforcements conséquents sont nécessaires pour atteindre les ambitions attendues*. On sent bien un effort de transparence des auteurs malgré quelques litotes...



Au plan global si les objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES) ont été atteints en 2015 on observe une hausse en 2016 (dépassement du plafond de 3,6% alors qu'une baisse de 2% était attendue).

Dans le domaine de la production d'énergie les émissions sont très inférieures aux plafonds fixés mais moins bons en 2016 qu'en 2015 en raison de la rigueur de l'hiver, d'une moins bonne disponibilité des réacteurs nucléaires d'où recours accru aux énergies fossiles.

Dans les *transports* (hausse de 6% en 2016) en raison de facteurs techniques (consommation des véhicules encore loin des normes adoptées) et de facteurs conjoncturels (faible prix des produits pétroliers). Dans le secteur des *bâtiments* l'écart est encore plus élevé (11%) hiver rigoureux, faible prix des carburants et...trop faible mobilisation pour rénover les bâtiments !

Enfin +3% pour le secteur *agriculture* et assez bon suivi dans le secteur *industrie*.

On peut s'attendre en 2017 à de nouvelles hausses en raison notamment d'une légère reprise de la croissance.

Cette tendance n'est pas satisfaisante d'autant qu'en Europe elle n'est pas propre à la France puisque seule l'Angleterre fait preuve de vertu, faut-il y voir le résultat des consignes dirigistes de Bruxelles ?

L'objectif d'une réduction d'un facteur 4 entre 1990 et 2050 est donc loin d'être acquis. Un mauvais esprit pourrait persifler sur le fait que plus la France dépense d'argent public pour diminuer les émissions de GES, plus celles-ci augmentent !

Au lendemain de la COP21 (décembre 2015) et de l'Accord de Paris ces chiffres ne sont guère glorieux. Certes ils n'empêchent pas notre président d'afficher les ambitions en matière de leadership pour ce qui est de la défense du climat et son ministre d'indiquer sa volonté de poursuivre la politique de la loi de transition et d'accélérer les efforts pour compenser les retards pris et retrouver la tendance de réduction à long terme (-3,5% par an de 2015 à 2150) par la mise en cohérence des objectifs à long terme ?

***Un grincheux pourrait aussi se dire où va notre argent ? à quoi bon ?
Et ajouter, avec bon sens, va-t-on au moins dans la bonne direction ?***

Nous ne sommes pas les seuls à nous interroger de la sorte :

Le journaliste Sylvestre Huet s'est exprimé dans le blog qu'il tient sur le site du Monde le 22 février 2018 *Politique climatique : erreur française, fraude des mots* (2).

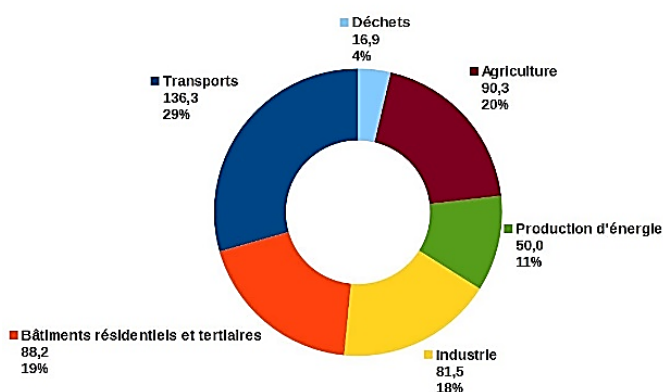
Michel Gay et Jean-Pierre Riou qui interviennent souvent sur ces questions ne se sont pas privés pour critiquer le Ministère dans une brève note *le Ministère de l'écologie : la valse des épithètes* qu'on trouve sur notre site (3).

Science-Technologies-Actions, un collectif récemment créé avec pour but de promouvoir la Science dans le débat public, a adressé au Président de la République le 18/04/18 une lettre ouverte sur le thème *La science face à l'utopie en politique* qu'on trouve également sur notre site (4).

Essayons de comprendre comment s'explique cette situation en France.

Le diagramme de droite rappelle pour l'année 2016 le poids des grands secteurs d'activité dans les émissions de CO₂ : transports 29% ; agriculture 20 % ; bâtiments 19 % ; industrie 18% et enfin production d'énergie 11% : soit 5% chaleur et 6% électricité. Dans ces 10% EDF représente 2%, ENGIE, EoN et autres qui produisent de l'électricité à partir de gaz, biomasse et charbon.

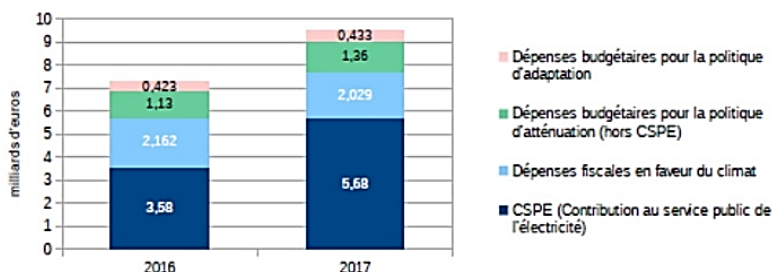
Emissions sectorielles estimées en 2016, en MtCO₂eq



Examinons vers quels secteurs les dépenses publiques ont été dirigées : en 2016 sur les 7,3 mds€ engagés, 3,58 mds€ soit 50% ont été affectés au secteur production d'électricité (CSPE) et en 2017 ce sont 60% qui ont été affectés à l'électricité. Rappelons que la CSPE est la taxe qui permet de subventionner éoliennes et panneaux solaires, ENR intermittentes.

Dépenses publiques de l'Etat en faveur d'une société bas carbone

Indicateur pilote suivant la mobilisation de l'investissement public.

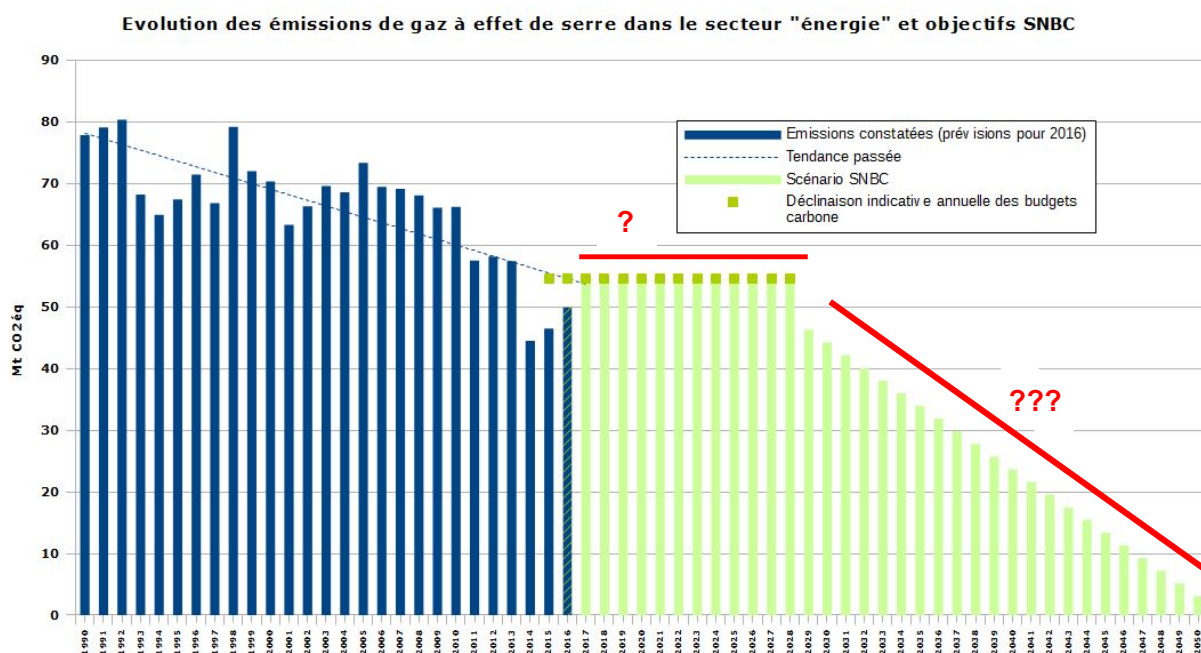


Sachant que la production d'électricité est décarbonée à 90% comme chacun sait, ou devrait savoir, (nucléaire et hydraulique) on comprend mal ce choix de concentrer de tels montants vers un secteur non émetteur de gaz à effet de serre, où ils ne peuvent donc apporter qu'une réduction très marginale et de répartir le reste, soit 40 % seulement des fonds disponibles, entre tous les autres secteurs représentant 89% des émissions

Un tel déséquilibre entre les efforts explique en grande partie leur inefficacité et le manque de réussite du pays. Le gaspillage de l'argent public aussi, c'est-à-dire celui de tous les contribuables !

Pourtant un simple coup d'œil sur les chiffres du ministère montre que les *autres secteurs* présentent des évolutions très préoccupantes : dérive de +11% pour les Bâtiments, +de 6% pour les Transports, +3% pour l'Agriculture quand des baisses étaient prévues alors que pour l'Industrie les choses sont pratiquement en ligne.

Pour qui se focalise sur la production d'énergie (l'électricité) les choses sont encore plus curieuses comme l'indique la figure ci-dessous les émissions, quoiqu'en hausse sont très inférieures au scénario envisagé : plateau jusqu'en 2028 et effondrement au-delà au rythme de -2,5% par an environ de 2028 à 2050. Les deux points laissent interrogateurs : pourquoi dépenser des milliards et changer quoi que ce soit puisque tout baigne pour les 10 prochaines années et quel miracle le ministère nous cache-t-il pour qu'à partir de 2028 les émissions puissent s'écrouler à ce rythme ?



Les français sont connus pour être cartésiens mais ils ont oublié toute logique, toute raison. Alors que se déroule le débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie/PPE (5) est ouvert jusqu'à la fin juin nous ne savons pas si toutes les opinions seront prises en compte mais nous vous invitons à exprimer votre sentiment sur ces questions. Le problème n'est du reste pas tellement cette PPE, celle-ci découle de la Loi de Transition Énergétique pour une Economie Verte (LTECV) dont la révision n'est pas à l'ordre du jour malgré ses nombreuses incohérences. Cela est parfaitement expliqué dans un document de l'association Sauvons Le Climat : *Les bases d'une politique énergétique : amender la LTECV et refondre la PPE* (6).

Le soutien aux Energies Renouvelables tel qu'il est pratiqué est aberrant : inutile, il n'apporte aucun gain pour le Climat et dispendieux, même si on arrêta ce soutien aujourd'hui, les engagements déjà pris par l'Etat coûteront des milliards d'€ chaque année pendant des années. Le prix de l'électricité va donc encore monter pendant des années et il y a fort à parier qu'on accusera à tort le nucléaire au lieu d'incriminer les énergies renouvelables. On rappelle que la CSPE a été multipliée par 5 sur nos factures au cours des 10 dernières années alors que le prix du KWH n'a augmenté que de 12 % ! Il est permis de craindre le pire, en effet il est peu rassurant que le ministre ait souhaité que le débat ne soit pas « confisqué par les experts » et persiste à vouloir *créer les conditions irréversibles de la transition écologique*.

A tout le moins si l'engouement est tel pour les Energies Renouvelables, qu'au moins celles-ci soient utilisées pour produire de la chaleur et non de l'électricité, de nombreux usages de chaleur s'accommoderaient de leur intermittence, par ailleurs on sait bien stocker de la chaleur mais on ne sait pas stocker efficacement de l'électricité.

Dans des termes beaucoup plus pesés que les nôtres, la Cour des Comptes a rendu public le 18 avril une communication sur *Le Soutien Aux Energies renouvelables* (7) qui est assez sévère et très détaillée.

La Cour propose les orientations suivantes :

- à l'occasion de la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de 2018 :
 - définir une stratégie énergétique cohérente entre les objectifs de production d'énergies renouvelables (EnR) électriques et l'objectif de réduction de la part de l'énergie nucléaire dans le mix ;
 - clarifier les objectifs industriels français associés au développement futur des EnR.
- mieux associer le Parlement à la définition des objectifs de développement des EnR et des volumes financiers de soutien aux EnR.

Ces orientations sont assorties de différentes recommandations toutes très sensées... mais comme chacun sait la Cour des Comptes parle d'or mais n'est pas toujours écoutée.

Si au moins la 1^{ère} de ses recommandations était écoutée : *publier le calcul des coûts de production et des prix, actuels et prévisionnels, de l'ensemble du mix énergétique programmé dans la PPE, et l'utiliser pour contenir le volume des soutiens publics associés aux objectifs de la politique énergétique, à court, moyen et long termes*, ce serait déjà un gros progrès car il est bien connu que ceux qui aiment ne comptent pas, encore moins quand il s'agit de l'argent des contribuables et des consommateurs.

La France se prétend en flèche pour la défense du climat...

...n'est-elle pas d'abord en pointe pour subventionner les ENR ?

Il est bon d'avoir des ambitions encore faut-il qu'elles aillent dans la bonne direction...

...et dans l'intérêt général et non des lobbies comme c'est le cas aujourd'hui.

Bernard Lenail

1 Suivi de la Stratégie Nationale Bas-Carbone :

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/suivi-strategie-nationale-bas-carbone>

2 Politique climatique : erreur française, fraude des mots :

<http://huet.blog.lemonde.fr/page/3/>

3 Le Ministère de l'écologie : la valse des épithètes :

https://www.uarga.org/downloads/Documentation/ministere_de_lecologie_valse_des_epithetes_riou_27_02_18.pdf

4 La science face à l'utopie en politique :

https://www.uarga.org/downloads/Documentation/sta_lettre_pr_18_04_2018.pdf

5 Le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, consulter notre dernière actualité :

https://www.uarga.org/actualite_evenem_doc/actualite_immediat.php#30-04-18

6 SLC Les bases d'une politique énergétique : amender la LTECV et refondre la PPE :

<https://www.sauvonsleclimat.org/fr/presentation/etudes-scientifiques/3586-bases-politique-energie-slc-janvier-2018>

7 Cour des Comptes *Le soutien aux énergies renouvelables* :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-soutien-aux-energies-renouvelables>